Humanité rouge

0,50 F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

PUBLICATION DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE

Numéro spécial d'ESSAI
Samedi 25 janvier 1975

AU PORTUGAL COMME EN FRANCE

LES AGENTS DU SOCIAL-IMPERIALISME A L'OFFENSIVE...

ET S'ILS GOUVERNAIENT LA FRANCE...

Au Portugal l'offensive des révisionnistes qui vise à contrôler étroitement la classe ouvrière par le biais d'une centrale syndicale unique, resserre son étau.

Ils ont reçu pour cela l'appui de la direction du Mouvement des forces armées dont l'un des membres, se reconnaissant ouvertement anti-communiste, avouait pourtant : «Beaucoup de militaires estiment qu'il serait bon que les communistes prennent en main le monde du travail pour y mettre de l'ordre.»

On voit ainsi au service de quelle cause les révisionnistes portugais et leurs maîtres de Moscou cherchent à dévoyer les légitimes aspirations anti-fascistes et unitaires de la classe ouvrière du Portugal.

En France le P.«C».F. vise le même objectif que ses compères portugais : «le témoignage que nous publions ci-dessous éclaire la véritable nature de leur tapage prétendûment «unitaire» et donne un aperçu de la façon dont ils répondraient aux revendications ouvrières.

Nous sommes dans une municipalité révisionniste, au cœur d'un grand centre industriel. On pourrait s'imaginer que les employés de cette commune auraient de la chance de travailler pour une mairie de «gauche» administrée par le «parti d'avant-garde de la classe ouvrière» comme il ose encore se nommer... Mais il n'en est rien.

Les communaux sont organisés dans un syndicat unique, la C.G.T., qui a la particularité de défendre l'employeur et pas les employés, d'empêcher les employés de faire grève, même quand ce sont des grèves nationales... vu que nous sommes dans une mairie «communiste» et qu'il ne faut rien faire pour entraver ses activités ! Le secrétaire du syndicat, un membre du P.«C».F. qui a suivi toutes les écoles de son parti, est aussi un contremaître haï par tous ceux qu'il a sous ses ordres.

Les communaux font 45 heures par semaine, dont 5 heures supplémentaires obligatoires. Mais au fait, la C.G.T. n'est-elle pas pour la semaine de 40 h. ? ! Dernièrement, sous prétexte que la commune était à cours d'argent, (ce qui n'empêche pas les banquets de se succéder toujours aussi nombreux), il a été décidé que si un employé manquait un jour, il perdait 8 heures plus les 5 heures supplémentaires de la semaine ! A l'annonce de cette nouvelle réglementation, la colère était grande parmi les travailleurs de la commune: Leur premier geste fut de se tourner vers leur syndicat, mais la réponse fut nette ; le contremaître se chargea d'essayer de calmer les ouvriers révoltés et de les menacer de répression : «Notre mairie n'a plus d'argent, pas question de rouspéter, retournez tous au boulot, ou bien gare à votre place !»

Le plus ancien des employés, qui avait déchiré sa carte de la C.G.T. il y a quelques temps (s'étant rendu compte qu'il avait à faire à un syndicat patronal), monta alors sur une table et exhorta ses camarades à tous se rendre directement chez le maire: Ce qui fut fait. Le maire ne reçut qu'une délégation, mais s'apercevant de la détermination de ses employés et du scandale qui lui pendait au nez si ceux-ci se mettaient en grève, céda tout de suite, et l'ancienne réglementation fut rétablie.

Ce succès permit aux communaux de mieux comprendre la nature de la C.G.T., du P.«C».F., et de se poser de sérieuses questions sur le Programme commun. Et la C.G.T. dans cette municipalité P.«C».F., beaucoup plus chargée de renflouer les caisses de la mairie P.«C».F. que de défendre les ouvriers, laisse présager de ce que serait la C.G.T. dans un gouvernement de «gauche» P.«C».F.-P.«S». : une C.G.T. au service du patronat !

Une lectrice de l'Humanité rouge

UN PATRON P.«C».F. OU GISCARDIEN EST TOUJOURS UN PATRON !

DOLLAR : nouvelle chute

Dans les mois qui viennent on doit s'attendre à de nouvelles luttes des pays producteurs de matières premières en particulier des pays pétroliers pour une réévaluation de leurs richesses naturelles payées en monnaie de singe : avec la dévaluation de fait du dollar, c'est comme si les pays consommateurs de pétrole avaient arbitrairement décidé de payer leur source d'énergie n° 1, 15 % moins cher.

DEMANDEZ, LISEZ, DIFFUSEZ

notre édition bi-mensuelle qui paraît tous les quinze jours sur 12 ou 16 pages. L'ex. : 2,50 F.

en vente dans les kiosques ou par diffusion militante.

CRETEIL

Avez-vous déjà entendu parler d'intoxication alimentaire dans des établissements scolaires du 16e arrondissement ? Non. Mais voilà, le Mont-Mesly, ce n'est pas le 16e : c'est une très grande cité d'H.L.M. située à Créteil, préfecture du Val-de-Marne. Et quand il s'agit de la santé des enfants du peuple, la recherche du profit maximum capitaliste n'a pas de scrupule. Car c'est bien la recherche du plus grand profit qui est à l'origine de l'empoisonnement de 300 enfants de moins de 11 ans. Si les masses populaires organisaient elles-mêmes les contrôles sanitaires indispensables, comme cela se fait dans les vrais pays socialistes du type de la Chine ou de l'Albanie, on peut être certains que ces accidents «regrettables», comme disent les beaux messieurs, n'arriveraient pas. Mais pour en arriver là, il faudra d'abord faire la révolution.

SADATE a Europe 1

«Les grandes puissances ont une politique fondée sur la force et la suprématie.»

Les enfants de la Palestine

Le 2 février à la Mutualité à Paris se tiendra un meeting de soutien à la lutte du peuple palestinien organisé sous l'égide de l'Organisation de libération de la Palestine.

Ce meeting aura pour thème les enfants de la Palestine et comportera diverses manifestations, de 16 h. à 22 h.

Venez-y nombreux !

TIERS MONDE

DEHORS LES RACISTES SUD-AFRICAINS

«Hors d'Afrique, les racistes d'Afrique australe !» Tel est le cri unanime des peuples africains du Zimbabwe, d'Afrique du Sud et de Namibie en réponse aux promesses de «détente» et de «réconciliation» faites par les colons sud-africains ces derniers jours.

La lutte armée s'intensifie en Namibie, activement soutenue par les peuples et les pays de la région.

SADATE :

«Ni les Soviétiques, ni les Américains !»

«L'Egypte ne sera une zone d'influence pour personne, ni les Soviétiques, ni les Américains» a affirmé le président Sadate au journal libanais «An-Nahar».

Par ailleurs, il a longuement dénoncé les pressions politiques et économiques que Brejnev exerce sur l'Egypte depuis 1971, dans un interview au «Monde» du 22 janvier.

EN PALESTINE OCCUPEE,

Les combattants palestiniens ont multiplié les opérations ces jours derniers : en Haute-Galilée, ils ont encerclé et anéanti une force de la garde-frontière ; ils ont aussi détruit le Q.G. sioniste et détruit deux chars ennemis ; à El Quods, les fedayin ont déposé des charges explosives là où habite un officier de renseignements sioniste ; près de la frontière libanaise, de vifs combats les ont opposés aux troupes sionistes.

KAZIMIERZ MIRJAL A PEKIN

Kazimierz Mirjal, secrétaire général du Parti Communiste de Pologne, qui mène clandestinement depuis 9 ans un combat sans merci contre la terreur policière de la clique révisionniste de Gierek, est reçu en Chine sur l'invitation du Comité Central du Parti Communiste Chinois:

Kazimierz Mirjal fut l'un des dirigeants du Parti Ouvrier Polonais avant sa degenerescence révisionniste, aux côtés de Boleslaw Bierut, et général de Partisans pendant la seconde guerre mondiale.

A Pékin il s'est entretenu avec Yao Wenyuan, membre du Comité permanent du Comité central du Parti Communiste Chinois.

LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE LENINISTE DE BELGIQUE ...

... vient d'éditer un petit livre «Julien Lahaut», qui retrace l'histoire du militant communiste et dirigeant révolutionnaire Julien Lahaut, ouvrier métallurgiste et syndicaliste révolutionnaire. Un livre qu'il faut lire !

L'UNITE SE RENFORCE

- Les pays de l'O.P.E.P. ont promis 14,3 milliards d'aide aux pays en voie de développement pour 1974 - dont 4 milliards ont déja été versés ; ce total représente 8 % de leur produit national brut - contre 1 % pour l'aide des pays industrialisés !

- Le «groupe des 77» - pays du Tiers Monde de l'O.N.U. - a mis au point un projet de résolution pour la Conférence mondiale de Lima sur le développement industriel prévue pour mars prochain ; une fois de plus l'impérialisme et l'hégémonisme y sont mis au banc des accusés.

- Le ministre des Affaires étrangères de la Jamaique a souligné l'importance de la coopération entre pays du Tiers Monde lors de sa visite en Tanzanie.

- La Guinée et plusieurs pays arabes ont décidé d'établir une société mixte guinéo-arabe d'aluminium ; «C'est un défi lancé au monopole impérialiste et sioniste» a indiqué le chef de la délégation guinéenne.

EUROPE

UNITE CONTRE LES DEUX SUPERGRANDS

C'est le souci du ministre belge de la Défense, qui a déclaré le 16 janvier à la télé belge :

«Au cours des cinq dernières années, l'effort militaire soviétique a été nettement plus important que celui de l'O.T.A.N.. «L'écart entre la puissance militaire soviétique et celle de l'Ouest est plus grand en 1975 qu'il y a dix ans.»... «Il y a une politique de puissance capable d'imposer sa volonté si nécessaire.»

«Si nous ne voulons pas demain devoir manger dans les mains des Etats-Unis et nous placer à l'entière merci de l'URSS, nous devons, avec les autres pays de l'Europe de l'Ouest, accepter un minimum d'efforts et de sacrifices pour garder notre place dans la solidarité européenne d'abord, et atlantique ensuite.»

Même volonté exprimée par Sauvagnargues, le 18 janvier, qui a proposé :

«de faire avancer la coopération entre les pays européens dans les domaines pratiques intéressant la défense, comme les fabrications d'armements.»

10.000 OUVRIERS MANIFESTENT A LONDRES

10.000 ouvriers venus des quatre coins de Grande-Bretagne ont manifesté le 14 janvier pour la libération de deux ouvriers du bâtiment emprisonnés depuis fin 1973 pour avoir pris part à une grève et installé un piquet de grève.

SUPERPUISSANCES

La crise s'aggrave aux Etats-Unis :

- diminution de 2,2 % du produit national brut en 1974
- chute de 35 % de la production d'automobiles
- 13,7 % d'inflation pour le dernier trimestre 74 ;

«L'état de l'Union n'est pas bon» a admis Gérald Ford le 15 janvier ; ça va mal pour la «grande Amérique» ! Ca va donc bien pour les peuples du monde, y compris le peuple américain !

Le Pentagone négocie l'utilisation de la base britannique de l'île de Masina ; située à 450 km du sud de la capitale d'Oman, c'est un verrou privilégié dans le Golfe Persique... Un point marqué par Washington dans sa rivalité avec Moscou dans la région ?

Les maîtres de Moscou ont mis en place un nouveau système de missiles, ICBM-SS 18, dotés d'ogives multiples ; ils expérimentent déjà les SS-19 ; Schlesinger, secrétaire d'Etat à à la défense US a parlé de «contre mesures».

Les négociations sur la limitation des armes stratégiques reprennent le 31 janvier à Genève ; mais c'est de la poudre aux yeux ; la réalité, c'est la course aux armements qui s'accélère.

PROLETARIAT

revue théorique et politique marxiste, léniniste et de la pensée Mao Tsé Toung vient de publier un numéro double (N° 7/8) avec un très riche sommaire. Vous pouvez vous le procurer à la librairie les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville - Paris (20). L'exemplaire : 11 F.

AU SOMMAIRE DU N° 7/8 de la revue « PROLETARIAT »

- **Le révisionnisme à cœur ouvert**
- **Analyses des grèves des P.T.T. et de l'O.R.T.F.**
- **La rivalité et la confrontation U.S.A.-U.R.S.S. en Europe**
- **La lutte sur le front culturel**
- **Cours sur le capitalisme monopoliste d'Etat**

CHOMAGE PARTIEL ... MISERE REELLE

Le chômage est à l'heure actuelle le fléau capitaliste qui touche le plus la classe ouvrière et les masses populaires. D'après les chiffres officiels, loin de la réalité puisqu'ils ne comptent pas les nombreux chômeurs non-inscrits (pour différentes raisons) et les jeunes à la recherche d'un premier emploi ; il y avait :

- 626.000 chômeurs en novembre ;
- 660.000 en décembre, soit 5,43 % de plus.

En réalité, cela fait plus d'un million de chômeurs complets. Mais 195.700 seulement touchent les A.S.S.E.D.I.C. (allocations spéciales).

Cela a touché (officiellement) 194.800 personnes, au lieu de 74.600 en octobre (plus 161,12 %) ! Progression considérable.

Qu'en est-il par ailleurs du chômage partiel ? Les chiffres officiels sont :

- En octobre, 312.600 journées ;
- En novembre, 753.800 ; soit une augmentation de 141 %.

La réduction d'horaire est souvent le moyen pour le patron d'augmenter les cadences, d'aggraver les conditions de travail, de faire le chantage à l'emploi. C'est également un moyen pour les révisionnistes dirigeant la C.G.T., qui s'en servent pour démobiliser les masses en invoquant les menaces de licenciement.

Le chômage partiel se manifeste principalement sous deux formes : les réductions d'horaire et les fermetures d'usine pour quelques jours.

Les heures chômées au-dessous des 40 heures légalement (uniquement), par exemple de la 30è à la 40è heure, sont «indemnisées» à 5,10 F. qui se répartissent ainsi :

2,10 F., à la charge de l'Etat ; et 3 F. à la charge de l'entreprise (selon l'accord interprofessionnel du 21 février 1968 - sauf pour certaines branches - signé par le C.N.P.F. et les dirigeants syndicaux révisionnistes et réformistes de tout poil). Majoration pour personne à charge : 0,84 F. par heure perdue. Les 3 F. sont valables *seulement* pour 320 heures par an au maximum, soit environ 6 heures par semaine !

A noter que les réductions d'horaire, donnant «droit» à cette aumône sont seulement celles résultant, soit de la conjoncture économique, soit de difficultés d'approvisionnement en énergie ou en matières premières (sauf si ces difficultés résultent d'un «conflit collectif»), soit d'un sinistre n'entraînant pas la suspension du contrat de travail.

L'indemnisation est donc misérable. Et c'est cette politique de paupérisation des masses laborieuses que Durafour, ministre du sous-emploi, veut généraliser. Sans doute cela revient-il moins cher au capitalisme que les licenciements pour motif économique, tout en lui permettant de conserver des profits.

La moyenne de travail hebdomadaire étant de plus de 43 heures, les heures supplémentaires qui, en période de travail, sont majorées à 25 % (jusqu'à 48 heures), ne sont pas du tout indemnisées, d'où une autre perte de salaire.

La classe ouvrière de France qui a de longues traditions de lutte de classe s'organise pour briser le joug du capital. Les travailleurs d'Hollenstein ont montré par leur lutte victorieuse la seule voie efficace : LA LUTTE RESOLUE, CLASSE CONTRE CLASSE, CONTRE LE CAPITALISME ET LE REVISIONNISME.

ORGANISONS LA RIPOSTE DE MASSE PARTOUT OU IL Y A DES MENACES DE LICENCIEMENTS OU DE CHOMAGE PARTIEL... !

CHINE un Etat socialiste de dictature du prolétariat

La quatrième Assemblée populaire nationale chinoise vient de siéger à Pékin du 13 au 17 janvier. Trois thèmes importants figuraient à son ordre du jour :

- la révision de la Constitution ;
- la discussion du rapport de travail du gouvernement au cours duquel le danger d'une nouvelle guerre mondiale et la nécessité pour les peuples de s'y préparer a été une nouvelle fois soulignée ;
- l'élection du personnel dirigeant de l'Etat selon les principes établis par la Commune de Paris, les responsables désignés étant révocables à tout moment par la base, après approbation des organismes supérieurs:

La Constitution chinoise en vigueur datait de 1954. Si elle demeurait valable dans ses principes fondamentaux, les importants changements révolutionnaires survenus depuis en Chine, notamment la grande Révolution culturelle prolétarienne, appellaient certaines modifications sanctionnant les progrès accomplis dans l'édification du socialisme et l'approfondissement de la Révolution. C'est chose faite maintenant après un ample et riche débat démocratique qui a associé à cette tâche toutes les forces vives du pays.

Parmi les changements approtés, on note :

- la réaffirmation très vigoureuse de la direction prééminente du parti communiste chinois en tout, sur l'armée comme sur les organes de l'Etat. Ainsi que l'affirme désormais la Constitution : «Le parti communiste chinois est le noyau dirigeant du peuple chinois tout entier (...) Le marxisme, le léninisme, la pensée Mao Tsé Toung constituent le fondement théorique sur lequel notre Etat guide sa pensée.» C'est là la conclusion que le peuple chinois tire de son expérience historique.

- L'article premier fixe très clairement la nature de classe de l'Etat : «La République populaire de Chine est un Etat socialiste de dictature du prolétariat, dirigé par la classe ouvrière et basé sur l'alliance des ouvriers et paysans.»

L'exercice de sa dictature par le prolétariat implique une vigilance sans relâche contre ses ennemis à l'intérieur - les forces réactionnaires - comme à l'extérieur - ceux qui ont recours à l'agression ou à la subversion.

- Mais la dictature du prolétariat implique la plus large démocratie pour le peuple. La Constitution réaffirme ainsi très solennellement les libertés dont jouissent les citoyens : «liberté de parole, de correspondance, de presse, de réunion, d'association, de cortège, de manifestation et de grève: Ils ont la liberté de pratiquer une religion, la liberté de ne pas pratiquer de religion et de propager librement l'athéisme...» «Aucun citoyen ne peut être mis en état d'arrestation sans la décision d'un tribunal populaire où l'approbation d'un organe de la sécurité publique» (art. 28). Il faut souligner que c'est sur la demande personnelle du président Mao que le droit de grève a été signalé explicitement dans cette énumération. Les droits des minorités nationales et des femmes sont également soigneusement soulignés. La pratique du centralisme démocratique doit ainsi créer une atmosphère politique tout entière tournée vers la poursuite de la Révolution.

- La transformation socialiste dela propriété des moyens de production est consacrée par la nouvelle Constitution qui réaffirme la ligne générale consistant à édifier le socialisme selon les principes : «Déployer tous ses efforts, aller toujours de l'avant. Quantité, rapidité, qualité, économie.»

- Enfin l'attachement du peuple chinois à œuvrer toujours plus pour le triomphe de la Révolution mondiale est à nouveau mis en avant, ainsi que sa volonté de «ne jamais prétendre à l'hégémonisme». Comme le souligne le rapport introductif : «Nous nous unirons toujours avec les peuples des différents pays du monde dans la lutte commune pour abolir sur le globe le système d'exploitation de l'homme par l'homme, de façon que toute l'humanité soit émancipée.»

La nouvelle Constitution chinoise constitue ainsi un texte fondamental qui consacre la volonté inébranlable du peuple chinois de persévérer dans la Révolution.

QUI SOMMES - NOUS ?
QUI SERVONS - NOUS ?

HISTOIRE DE L'HUMANITE ROUGE

Quelle est l'histoire passée de «l'Humanité-rouge» ?

C'est l'histoire de la rupture du marxisme-leninisme et du révisionnisme moderne intervenue en 1963, opposant aux partis communistes en voie de dégénérescence idéologique et politique (comme le parti soviétique krouchévien et le parti français) les partis communistes fidèles aux principes révolutionnaires de Marx, Engels, Lénine, Staline, (comme le parti communiste chinois et le parti du travail d'Albanie).

En 1963, des membres du P.«C».F. s'opposèrent aux dirigeants révisionnistes thoréziens comme Rochet et Marchais. Parmi ces camades : François Marty, adhérent depuis 1926, ancien commandant F.T.P., et Jacques Jurquet, adhérent depuis 1943, ancien combattant communiste de la Résistance, fondèrent en février 1965 «l'Humanité-nouvelle».

Après 108 numéros publiés, dont 21 mensuels et 87 hebdomadaires, l'Humanité-nouvelle fut interdite en tant qu'organe central du «Parti communiste marxiste-léniniste de France» arbitrairement dissous par le gouvernement bourgeois sur instances des dirigeants du P.«C».F. Le 20 février 1969, parut alors «l'Humanité-rouge» en tant qu'hebdomadaire d'informations et d'études marxiste-léniniste «au service des luttes des ouvriers, paysans et intellectuels». Puis le 17 décembre 1970, notre hebdomadaire devint le «journal communiste pour l'application en France du marxisme-léninisme et de la pensée-mao-tsé-toung».

Menant sans cesse des luttes difficiles pour parvenir à couvrir ses charges d'impression, accusant des déficits de l'ordre de 300.000 francs lourds par an, comblés par les souscriptions permanentes et les abonnements nouveaux, l'Humanité-rouge hebdomadaire, parfois bi-mensuelle comme en ce moment, a publié jusqu'ici 252 numéros.

Elle a constitué et va continuer à constituer une arme des plus efficaces dans la lutte des communistes fidèles au marxisme-léninisme contre la réaction et le révisionnisme moderne en France, contre l'hégémonisme des deux super-puissances sur le plan mondial, en particulier contre le danger principal que constitue pour l'Europe le social-impérialisme soviétique.

LA PRESSE QUOTIDIENNE EN FRANCE

La presse quotidienne en France est une presse de classe. Son idéologie est représentative de l'idéologie dominante de la classe au pouvoir, la bourgeoisie. Quant à la presse qui fut autrefois celle de la classe ouvrière, elle a dégénéré totalement sous la baguette du révisionnisme moderne et se trouve également servir la classe bourgeoise. D'une façon générale il s'agit d'une presse dont le contenu dépend du bon vouloir des capitalistes.

Ce phénomène est particulièrement discernable dans le domaine de la publicité. L'appât de rentrées financières assez faciles a joué un grand rôle dans la formation du révisionnisme au niveau de la presse communiste. En acceptant l'argent des banques et des grandes sociétés industrielles, l'«Humanité» a reçu d'énormes sommes de la bourgeoisie capitaliste. Et ces sommes ne furent jamais sans contrepartie. L'argent, contrairement au proverbe bourgeois, a bel et bien une odeur, une odeur de classe.

L'«Humanité rouge» apportera dans la presse française une bouffée d'air pur.

Mais comment s'attaquer de front à une telle entreprise, dans un pays capitaliste où la liberté de la presse n'existe que formellement, la censure s'effectuant d'elle-même par les conditions financières de l'impression et de la distribution ?

POUR ECHAPPER AU SABOTAGE D'UN JOURNAL LIBRE

Depuis longtemps déja, l'«Humanité rouge» recherchait une formule lui permettant de se soustraire au sabotage constant organisé pour l'empêcher d'avoir une diffusion normale en direction de la classe ouvrière et des masses populaires.

La distribution assurée par le monopole des N.M.P.P. est d'un coût fort élevé. Au surplus ce service favorise les journaux à grands tirages, au moins objectivement, tandis qu'il n'accorde qu'une efficacité plus réduite aux publications n'ayant que des tirages plus modestes.

Ce sabotage peut ne pas être délibéré, mais il n'en est pas moins effectif. Pour l'illustrer donnons l'exemple du kiosquier, qui ne place en exposition que les titres des journaux très connus du public, alors qu'il laisse sous son étalage un hebdo comme l'H.R.

Mais il y a aussi un sabotage voulu, c'est celui pratiqué par les révisionnistes qui disposent de multiples moyens pour entraver la diffusion commerciale d'un journal qui dénonce leur trahison politique.

Il y a encore les demandes d'approvisionnement non satisfaites, comme à Marseille, où les demandes d'augmentation du nombre d'exemplaires fournis non suivies d'effets. Et c'est ainsi que les «bouillons», c'est-à-dire les invendus, provoquent des déficits considérables.

Voilà pourquoi nous avons décidé de compter sur nos propres forces.

En assurant, au moins au début, notre diffusion par nous-mêmes, grâce à l'inlassable dévouement de nos militants et sympathisants, nous pourrons mieux régler notre tirage, l'adaptant à nos possibilités réelles de vente. D'où la perspective de diminuer très sensiblement le déficit annuel et d'affecter à davantage d'utilité les sommes souscrites par nos lecteurs.

En comptant sur ses propres forces, L'HUMANITE ROUGE pourra beaucoup mieux s'opposer au sabotage de tous ses ennemis et créera ainsi de meilleurs conditions pour le développement continu de sa diffusion.

DIS MOI QUI TE FINANCE, JE TE DIRAI QUI TU SERS !

De quel généreux donateur l'«Humanité», quotidien du faux parti communiste, recevra-t-il en 1975 cent vingt millions d'anciens francs ?

Du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre Chirac, en vertu d'un Décret accordant une «aide exceptionnelle» aux quotidiens d'information (voir Journal officiel du 12 décembre 1974).

De quels amis et camarades l'«Humanité rouge», tribune des communistes marxistes-léninistes, recevra-t-elle le sixième de cette somme, soit vingt modestes millions d'anciens francs d'ici le 1er mars 1975 ?

De ses lecteurs, ouvriers, paysans, intellectuels révolutionnaires prolétariens. (Voir notre compagne de souscription)

Conclusion, en vertu du vieil adage reproduit dans le titre de cet article :

L'«Humanité» (blanche) sert les intérêts de la bourgeoisie.
L'«Humanité rouge» sert les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires.

appel

Notre souscription doit atteindre 20 millions d'anciens francs avant le 1er mars prochain si nous voulons honorer les factures des investissements engagés pour pouvoir tirer H.R.-Quotidienne par nos propres forces.

Actuellement nous recevons environ UN million d'anciens francs par semaine. Ce n'est pas suffisant. A ce rythme là, nous ne parviendrons le 1er mars qu'à environ 12 ou 13 millions.

Aidez-nous, travailleurs des villes et des campagnes, vous vous aiderez vous-mêmes. La bataille de l'H.R.-Quotidienne est votre bataille. Ensemble nous la gagnerons ! Versez votre souscription en numéraire auprès de nos diffuseurs, ou par versement au compte chèque postal : L'Humanité rouge C.C.P. N° 30 226 72 - La Source, ou par chèque adressé à l'Humanité rouge, B.P. 365- 75064 Paris Cedex 02.

ABONNEMENT

Dans une première étape nous ne publierons l'Humanité rouge que trois fois par semaine, étape de lancement durant laquelle nous maintiendrons la publication d'un bi-mensuel.

(Ecrire en MAJUSCULES s.v.p.)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

.....

Tri-hebdo (6 mois)

Pli ouvert 75 F. Pli fermé 172 F.

Bi-mensuel (6 mois)

Pli ouvert 30 F. Pli fermé 59 F.

Tri-hebdo et Bi-mensuel (6 mois)

Pli ouvert 100 F. Pli fermé 230 F.

Directrice de publication : Suzanne MARTY C.P.P.P. N° 47291 - Imp. La Nouvelle n° 2112 Dépôt légal : 1er trimestre 1975